



SOEURS DE SAINTE-CROIX, Région d'Haïti
Administration Régionale

DÉCLARATION DES SŒURS DE LA CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX
DEVANT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ENTREPRIS À LEUR COLLÈGE AU CAP-HAÏTIEN
SOUS LA GOUVERNE DU DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL,
REPRÉSENTANT DU CHEF DE L'ÉTAT

Nous, les Sœurs de Sainte-Croix d'Haïti, congrégation religieuse internationale fondée au Canada et insérée en Haïti depuis plus de 65 ans, sommes à la fois attristées, indignées et profondément préoccupées par la situation de notre pays et par l'arbitraire qui y prévaut.

Dans un pays où il manque d'écoles, de collèges, de centres universitaires et professionnels, comment peut-on sous la gouverne d'un délégué départemental, représentant du président de notre pays, assister impuissantes, à des travaux de démolition de deux institutions éducatives dans la ville du Cap-Haïtien, le Centre Professionnel Saint-Esprit dirigé par l'Église Anglicane et notre campus éducatif Regina Assumpta qui regroupe un Jardin d'Enfants, une école primaire, le Collège Regina Assumpta et la Faculté des Sciences de l'Éducation Regina Assumpta (la FÉRA) et ce, au lendemain même du commencement de l'année académique 2018-2019?

Nous sommes attristées de voir le peu d'importance accordée par nos gouvernants à l'éducation d'une population dont le taux d'analphabétisme demeure encore le plus élevé de la région (entre 62.1% et 54.8% suivant les sources); où 38% de jeunes de 17 à 18 ans n'ont jamais été à l'école; où des jeunes désespérés de l'avenir risquent de partir vers l'inconnu de pays des fois peu hospitaliers, pour se donner au moins une petite chance; un pays où les parents se sacrifient pour assurer un avenir à leur progéniture sans pouvoir le leur garantir... Pourquoi s'attaquer à des centres éducatifs qui essaient d'offrir plus de possibilités aux familles plutôt que de s'attaquer aux immondices qui pullulent ici et là, empestent l'environnement et obstruent tous les égouts de la ville?

Le rôle de l'État n'est-il pas de soutenir tous les efforts citoyens plutôt que de démobiliser et de saper les institutions qui essaient de faire leur petite part. Notre pays a besoin de tous ses citoyens et citoyennes pour se construire de façon durable et avancer de progrès en progrès, comme cela se passe ailleurs malgré les défis de notre monde d'aujourd'hui. Il n'y a rien qui construira l'espoir en Haïti et encore moins l'avenir, ni dans 5 ans ni dans 10 ans, Monsieur le Président, si vous et vos collaborateurs, ne choisissez pas de mobiliser, d'orienter, de soutenir tous les efforts qui se font pour sortir notre pays du bas-fond dans lequel il s'enlise année après année, faisant de nous les parias du monde et le seul pays de l'Amérique à utiliser encore l'aide humanitaire pour sa subsistance quotidienne.

Nous sommes indignées devant l'absence de dialogue de la part du délégué, que nous avons rencontré le 25 janvier 2018 après deux visites intrusives sur le campus, incluant un maire adjoint accompagné de cinq agents de sécurité de la mairie, d'un membre du corps des UDMO (Unité Départementale pour le Maintien de l'Ordre) et d'un ingénieur, sans même s'adresser à la direction, alors que nos élèves et étudiantes étaient soit sur la cour soit en salles de classe, causant ainsi un vent de panique. Et nous sommes tout aussi indignées du message mural qui a suivi disant « *A demoli delè 31 janvye* ». À cette réunion, nous lui avons manifesté clairement notre volonté de collaborer dans le respect du bien commun et sollicité par écrit également (26 janvier 2018) un délai pour la réalisation des travaux, possiblement au cours des vacances de l'été.

Le 14 septembre dernier, deux semaines après l'ouverture de l'année académique 2018-2019, une convocation du délégué sollicitait la présence de la directrice du Collège sans indiquer l'objet de la rencontre qui finalement s'est déroulée autour de la campagne « *N ap debouche twou* ». La lettre de suivi du 21 septembre de la directrice est restée sans réponse comme celle du 26 janvier. Toutefois une lettre du délégué (en date du 17 septembre mais délivrée seulement le 24 septembre) nous annonçait tout simplement la date des travaux de « *drainage et/ou de démolition* » pour le 28 septembre, sans faire connaître ni le projet global en question, ni son plan de travail, ni les conditions, ni les responsabilités qui nous incombent, ni les résultats escomptés, malgré nos demandes réitérées de plus d'informations et notre volonté exprimée verbalement et par lettres (celles des 26 janvier, 21 septembre, 27 septembre, 29 septembre 2018) de collaborer à tout effort de l'État au service du bien commun, dans le respect du calendrier scolaire. Nous lui avons même demandé de nous laisser du temps pour faire le curage du canal qui traverse notre cour, comme nous l'avons fait en février dernier et comme nous le faisons d'ailleurs régulièrement. Ce travail réalisé n'a même pas été évalué ni considéré. Dans un tel climat, comment faciliter une participation citoyenne responsable au devenir de notre nation?

Nous sommes aussi profondément préoccupées par la façon des autorités d'adresser un problème environnemental plus qu'inquiétant en Haïti comme celui de l'aménagement et de la gestion des bassins versants fragilisés à près de 85%. Plusieurs études ont été réalisées et des projets élaborés. Où sont, entre autres, les ingénieurs et techniciens des Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, dans une approche coordonnée, réaliste et durable du bassin versant du Cap-Haïtien car seule une approche intégrée impliquant tous les ministères et services peut, à long terme, éviter que nous soyons inondées à la moindre pluie et aider la vie à reprendre vraiment ses droits?

Dans un pays déjà à la merci des désastres naturels, au lieu d'orchestrer la destruction, entrez dans l'histoire comme étant des bâtisseurs et non des destructeurs, entrez dans l'histoire comme des gens de vision qui misent sur l'éducation non pas sur l'obscurantisme et des projets opportunistes, sans vision et sans plan. Entrez dans l'histoire comme des dirigeants éclairés qui nous auraient sorti du gouffre de la misère et de l'ignorance.

Nous sommes des religieuses, des missionnaires, des éducatrices qui, au nom de l'Évangile de Jésus Christ, travaillons à préparer au monde des temps meilleurs. Le Collège Regina Assumpta et la FÉRA ont formé plusieurs générations de femmes et d'hommes qui ont fait une différence et en Haïti et dans le monde. Nous sommes profondément secouées par cette capacité des autorités actuellement en place de détruire en un jour ce que notre congrégation, nos proches et la coopération canadienne et internationale ont mis plus d'un demi-siècle à bâtir.

Devant la force brutale des bulldozers, nous sommes démunies. Nous n'avons que notre voix et notre confiance inébranlable en la Divine Providence pour dénoncer haut et fort l'inacceptable. Nous espérons que parmi ceux et celles qui nous gouvernent il y a encore des gens de raison, des gens de dialogue, des gens qui ne se laissent pas corrompre par des gains sans effort, des gens qui ont honte de notre déchéance comme nation et qui peuvent encore utiliser leur autorité morale pour dire non à cette Haïti qu'on est en train de détruire, cette Haïti que presque tous nos jeunes souhaitent laisser parce qu'il n'y a pas d'avenir même si *lakay toujou rete lakay* et que nous aimons ce pays de toutes nos entrailles.

Vu l'état dans lequel nos locaux se sont retrouvés après le passage de la terreur sur le campus, terreur *kraze brize* qui n'a même pas fait un effort pour épargner les jeux installés sur la cour, nous nous voyons dans l'obligation de discontinuer les classes jusqu'à ce **que les autorités nous fournissent des informations sur leurs intentions et s'attèlent à réparer les dommages causés. Nous voulons continuer à croire que nos gouvernants sont là non pas pour nous terroriser mais pour nous protéger, nous appuyer, défendre notre sécurité et nos droits légitimes et ceux de toutes les personnes pour lesquelles nous voulons continuer à nous dévouer.** Il reste entendu que l'intérêt de nos élèves et de

nos étudiantes et étudiants en lien avec les parents et le personnel de toute la communauté éducative Regina Assumpta, demeurera en tout temps notre priorité, avec toutes les lumières que l'Esprit Saint saura bien nous accorder.

Deux institutions éducatives ont été mises hors d'état de service. Des quartiers périphériques du Cap ont été rasés laissant des plages largement ouvertes à l'accumulation des immondices dont la gestion est abandonnée à la population... Nous ne pouvons plus nous taire. Nous espérons que notre voix parvienne aux responsables de ce pays et à tous ceux et celles qui rêvent d'une autre Haïti et d'un autre monde, qu'elle reçoive une réponse prompte et ajustée et que ce vent de destruction s'arrête pour faire place à un projet constructif que la ville du Cap-Haïtien et tout le pays attendent de tous leurs vœux et de façon urgente.

Nos prières et nos sympathies rejoignent toutes les personnes affectées par les dernières secousses sismiques ainsi que par cette vague de destruction arbitraire, sans dialogue, si désastreuse, à tous les points de vue, pour notre petit pays déjà si fragilisé.

Pour la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix,

A handwritten signature in blue ink that reads "Willnette Pierre, CSC". The signature is written in a cursive style.

Sœur Willnette Pierre, CSC

Animatrice régionale

Cap-Haïtien, HAÏTI
8 octobre 2018